



Rapport de gestion
Trimestre terminé le
30 juin 2014

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2014 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 7 août 2014, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « deuxième trimestre de 2014 » et le « deuxième trimestre de 2013 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 30 juin 2014 et 2013, et le « premier semestre de 2014 » et le « premier semestre de 2013 » correspondent aux périodes de six mois closes respectivement les 30 juin 2014 et 2013. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ». Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA. Se reporter à la rubrique « Principales données financières trimestrielles ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 5N Plus de 2013 daté du 25 février 2014 et à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les profits ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Faits saillants du deuxième trimestre et du premier semestre de 2014

BAIIA trimestriel le plus élevé des deux dernières années

- Les produits pour le deuxième trimestre de 2014 ont atteint 136,6 M\$, soit une augmentation de 24,0 M\$, ou 21 %, par rapport à 112,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013.
- Le BAIIA ajusté¹ pour le deuxième trimestre de 2014 a également atteint son niveau le plus élevé des huit derniers trimestres, s'établissant à 10,8 M\$, en hausse par rapport à 6,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013; le BAIIA^{1,2} s'est inscrit à 11,5 M\$, soit pratiquement le niveau le plus élevé des huit derniers trimestres compte non tenu de l'incidence du profit non récurrent comptabilisé au deuxième trimestre de 2013.
- Le résultat net pour le deuxième trimestre de 2014 a atteint 4,4 M\$, ou 0,05 \$ par action, comparativement à 34,3 M\$, ou 0,41 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2013, grâce au règlement du litige visant MCP pour un montant de 45,2 M\$, ou 0,54 \$ par action.
- La dette nette¹ s'est inscrite à 70,4 M\$, en hausse depuis le 31 mars 2014, mais en baisse comparativement à 84,7 M\$ au 30 juin 2013.
- Les nouvelles commandes¹ se sont établies à 99,6 M\$ pour le trimestre considéré, inchangées par rapport au deuxième trimestre de 2013. Les nouvelles commandes pour la période de six mois close le 30 juin 2014 ont augmenté de 19 % pour atteindre 259,3 M\$ par rapport à 218,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le 3 avril 2014, 5N Plus a annoncé l'acquisition de la participation restante de 33,33 % dans sa filiale Sylarus Technologies, LLC, située à St-George, Utah, et l'a renommée 5N Plus Semiconductors LLC.
- Le 5 mai 2014, 5N Plus a annoncé l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation du capital de AM&M Advanced Machine and Materials Inc. (« AM&M »).
- Le 29 mai 2014, 5N Plus a annoncé la conclusion de deux nouvelles ententes d'approvisionnement avec First Solar, Inc., principal fabricant mondial de modules photovoltaïques à couche mince, comblant les besoins de First Solar en composés semi-conducteurs jusqu'au 31 mars 2019.
- Le 26 juin 2014, 5N Plus a annoncé la clôture de son placement de 60 M\$ CA de débentures subordonnées convertibles et non garanties et l'achat de 6 M\$ CA supplémentaires de débentures par les preneurs fermes.

La rentabilité de la Société a continué de s'améliorer, comme en témoigne un autre trimestre solide pour ce qui est du BAIIA^{1,2}, porté par une demande croissante, particulièrement pour ses produits à base de bismuth, ainsi que par une meilleure composition des ventes et une tendance plus favorable des prix des produits de base sous-jacents. Nous poursuivons nos efforts visant à améliorer l'efficacité et à réduire les coûts et le fonds de roulement à l'échelle du groupe.

La Société a progressé au cours du trimestre dans la mise en œuvre de son plan de croissance en réalisant l'acquisition de la participation restante de 33,33 % dans sa filiale, Sylarus Technologies LLC, fournisseur de substrats de germanium, qu'elle a renommée 5N Plus Semiconductors LLC. Elle a aussi acquis la totalité des actions émises et en circulation du capital de AM&M et sa technologie d'atomisation de poudres métalliques pour les applications d'emballage électronique, de modules solaires et de fabrication additive.

Afin de soutenir ses activités et ses initiatives de croissance, la Société a émis des débentures subordonnées convertibles pour un montant de 66,0 M\$ CA (60,8 M\$), avant les frais. Jumelée à la nouvelle facilité de crédit annoncée aujourd'hui, cette émission améliorera davantage la flexibilité financière de la Société et lui permettra de mettre en œuvre plusieurs initiatives de croissance actuellement en cours d'élaboration. Pour de plus amples renseignements sur les débentures, consulter le prospectus définitif déposé sur SEDAR le 10 juin 2014.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA¹. Se reporter à la rubrique « Principales données financières trimestrielles ».

Synthèse des résultats

| | T2 2014 | T2 2013 | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 |
|---|-----------|-----------|--------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 136 597 | 112 637 | 278 976 | 231 026 |
| Charges d'exploitation | (125 781) | (106 094) | (257 659) | (214 368) |
| BAIIA ajusté ² | 10 816 | 6 543 | 21 317 | 16 658 |
| Dépréciation des stocks | - | 10 182 | - | 10 182 |
| Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP | - | (45 188) | - | (45 188) |
| Coûts du litige et coûts de restructuration | 6 | 2 233 | 625 | 3 244 |
| Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles | - | - | (1 312) | - |
| (Profits) pertes de change et au titre de dérivés | (714) | 1 308 | (698) | (1 709) |
| BAIIA ^{1,2} | 11 524 | 38 008 | 22 702 | 50 129 |
| Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts | 1 731 | 1 821 | 3 147 | 5 133 |
| Amortissement | 2 840 | 2 298 | 5 579 | 5 142 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 6 953 | 33 889 | 13 976 | 39 854 |
| Charge (recouvrement) d'impôt | 2 517 | (392) | 5 021 | 35 |
| Résultat net | 4 436 | 34 281 | 8 955 | 39 819 |
| Résultat de base par action | 0,05 \$ | 0,41 \$ | 0,11 \$ | 0,47 \$ |
| Résultat dilué par action | 0,05 \$ | 0,41 \$ | 0,11 \$ | 0,47 \$ |

Produits par secteur

| | T2 2014 | T2 2013 | Variation (%) | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 | Variation (%) |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Secteur Matériaux électroniques | 44 544 | 42 788 | 4 % | 92 685 | 91 144 | 2 % |
| Secteur Matériaux écologiques | 92 053 | 69 849 | 32 % | 186 291 | 139 882 | 33 % |
| Total des produits | 136 597 | 112 637 | 21 % | 278 976 | 231 026 | 21 % |

Pour le deuxième trimestre de 2014, les produits ont augmenté de 21 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 44,5 M\$, en hausse par rapport à 42,8 M\$, et les produits du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 32 %, atteignant 92,1 M\$ par rapport à 69,8 M\$. Les produits ont profité des retombées positives de l'accroissement du volume des ventes de 7 % au titre des expéditions de métaux, jumelé à une meilleure composition des produits et à de meilleurs prix de vente comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de 2014, les produits ont augmenté de 21 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de la hausse du volume des ventes de 13 % au titre des expéditions de métaux, jumelée à de meilleurs prix de vente moyens. Les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 92,7 M\$, en légère hausse par rapport à 91,1 M\$, et les produits du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 33 %, atteignant 186,3 M\$ par rapport à 139,9 M\$.

Résultat net et résultat net ajusté

| | T2 2014 | T2 2013 | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 |
|---|----------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Résultat net | 4 436 | 34 281 | 8 955 | 39 819 |
| Résultat net de base par action | 0,05 \$ | 0,41 \$ | 0,11 \$ | 0,47 \$ |
| Éléments de rapprochement : | | | | |
| Dépréciation des stocks | - | 10 182 | - | 10 182 |
| Coûts du litige et coûts de restructuration | 6 | 2 233 | 625 | 3 244 |
| Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP | - | (45 188) | - | (45 188) |
| Impôt sur les éléments imposables ci-dessus | (2) | (549) | (224) | (802) |
| Résultat net ajusté¹ | 4 440 | 959 | 9 356 | 7 255 |
| Résultat net de base ajusté par action¹ | 0,05 \$ | 0,01 \$ | 0,11 \$ | 0,09 \$ |

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA¹. Se reporter à la rubrique « Principales données financières trimestrielles ».

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre de 2014, le résultat net s'est établi à 4,4 M\$, en regard de 34,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. La baisse du résultat net par rapport au deuxième trimestre de 2013 s'explique essentiellement par le profit non récurrent lié au règlement du prix d'acquisition de MCP, acquise en avril 2011, partiellement neutralisé par la dépréciation des stocks inscrite au deuxième trimestre de 2013. La Société n'a comptabilisé aucune autre dépréciation des stocks les quatre autres trimestres qui ont suivi. Le résultat net ajusté s'est établi à 4,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, en hausse de 3,5 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2013.

Pour le premier semestre de 2014, le résultat net et le résultat net ajusté ont atteint respectivement 9,0 M\$ et 9,4 M\$ comparativement à 39,8 M\$ et 7,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison également du profit non récurrent lié au règlement du prix d'acquisition de MCP, acquise en avril 2011, partiellement neutralisé par la dépréciation des stocks inscrite au deuxième trimestre de 2013.

BAIIA ajusté

| | T2 2014 | T2 2013 | Variation (%) | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 | Variation (%) |
|---------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Secteur Matériaux électroniques | 7 157 | 5 602 | 28 % | 14 105 | 12 680 | 11 % |
| Secteur Matériaux écologiques | 6 241 | 2 958 | 111 % | 12 646 | 8 025 | 58 % |
| Siège social | (2 582) | (2 017) | 28 % | (5 434) | (4 047) | 34 % |
| BAIIA ajusté¹ | 10 816 | 6 543 | 65 % | 21 317 | 16 658 | 28 % |

Pour le deuxième trimestre de 2014, le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 10,8 M\$ comparativement à 6,5 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'accroissement du volume des ventes et à l'amélioration des prix de vente moyens, nets de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre liés à la production, des matières consommables et des coûts de logistique. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 1,6 M\$ pour atteindre 7,2 M\$, et la marge du BAIIA ajusté¹ a été de 16 % comparativement à 13 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté pour atteindre 6,2 M\$ par rapport à 3,0 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 7 %, par rapport à 4 % pour le trimestre correspondant de 2013.

Pour le premier semestre de 2014, le BAIIA ajusté a atteint 21,3 M\$ par rapport à 16,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du BAIIA ajusté découle principalement des facteurs mentionnés ci-dessus. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 1,4 M\$ pour atteindre 14,1 M\$, et la marge du BAIIA ajusté¹ a été de 15 %, inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté pour atteindre 12,6 M\$ par rapport à 8,0 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 7 %, inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

| | CARNET DE COMMANDES ¹ | | | NOUVELLES COMMANDES ¹ | | |
|---------------------------------|----------------------------------|----------------|----------------|----------------------------------|----------------|---------------|
| | T2 2014 | T1 2014 | T2 2013 | T2 2014 | T1 2014 | T2 2013 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Secteur Matériaux électroniques | 77 278 | 79 362 | 82 681 | 42 460 | 47 121 | 32 672 |
| Secteur Matériaux écologiques | 73 085 | 107 968 | 70 596 | 57 170 | 112 516 | 66 952 |
| Total | 150 363 | 187 330 | 153 277 | 99 630 | 159 637 | 99 624 |

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes¹ s'élevait à 150,4 M\$ au total, en baisse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au quatrième trimestre ou au premier trimestre. Les résultats reflètent aussi deux solides trimestres pour les expéditions de bismuth.

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élevait à 77,3 M\$, en baisse de 2,1 M\$, soit 3 %, et le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élevait à 73,1 M\$, en baisse de 34,9 M\$, soit 32 %, par rapport au premier trimestre de 2014.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 4,7 M\$ pour s'établir à 42,5 M\$, et celles du secteur Matériaux écologiques ont reculé de 55,3 M\$ pour s'établir à 57,2 M\$, soit une baisse de 49 % comparativement à 112,5 M\$ pour le premier trimestre de 2014.

Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait diminué de 5,4 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques avait augmenté de 2,5 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 9,8 M\$, soit 30 %, et celles du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 9,8 M\$, soit 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

| | T2 2014 | T2 2013 | Variation (%) | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 | Variation (%) |
|--|---------------|---------------|---------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Amortissement | 2 840 | 2 298 | 24 % | 5 579 | 5 142 | 8 % |
| Frais généraux, frais de vente et frais d'administration | 10 041 | 10 150 | (1) % | 19 803 | 19 777 | 0 % |
| Coûts du litige et coûts de restructuration | 6 | 2 233 | (100) % | 625 | 3 244 | (81) % |
| Charges financières | 1 017 | 3 129 | (67) % | 2 449 | 3 424 | (28) % |
| Charge (recouvrement) d'impôt | 2 517 | (392) | 742 % | 5 021 | 35 | 14 246 % |
| Total des charges | 16 421 | 17 418 | (6) % | 33 477 | 31 622 | 6 % |

Amortissement

La dotation aux amortissements est en hausse et s'est établie à respectivement 2,8 M\$ et 5,6 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014, par rapport à 2,3 M\$ et 5,1 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration sont restés pratiquement inchangés, s'établissant à 10,0 M\$ et 19,8 M\$, par rapport à 10,1 M\$ et 19,8 M\$ pour les périodes correspondantes de 2013.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration de 6 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2014 et de 0,6 M\$ pour le premier semestre de 2014, comparativement à respectivement 2,2 M\$ et 3,2 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à une diminution des charges se rapportant aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux poursuites judiciaires et aux coûts de cessation d'emploi.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 1,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 3,1 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation positive s'explique essentiellement par des pertes de change et au titre de dérivés de 1,3 M\$, comptabilisées au deuxième trimestre de 2013, par opposition à un profit net de 0,7 M\$ au deuxième trimestre de 2014, et par une baisse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.

Les charges financières se sont établies à 2,4 M\$ pour le premier semestre de 2014, comparativement à 3,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des charges d'intérêts de 1,0 M\$ sur la dette à long terme en raison de l'endettement moins élevé et la baisse de 1,0 M\$ de l'amortissement des frais financiers différés en 2014 ont été en partie contrebalancées par la diminution de 1,0 M\$ des profits de change et au titre des dérivés pour le premier semestre de 2014 comparativement à la période correspondante de 2013.

Impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014, l'impôt sur le résultat s'est élevé à respectivement 2,5 M\$ et 5,0 M\$, selon un taux d'impôt effectif de 36 %. La hausse du taux d'impôt effectif au deuxième trimestre de 2014 est attribuable au profit non imposable de 45,2 M\$ lié au règlement du prix d'acquisition de MCP qui avait été inscrit au deuxième trimestre de 2013. Le taux d'impôt effectif est aussi plus élevé pour le premier semestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013, en raison du gain en capital imposable provenant de la sortie d'immobilisations corporelles comptabilisé au premier trimestre de 2014, et des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au premier semestre de 2014, alors que pour le premier semestre de 2013, un profit de change non imposable avait été inscrit au premier trimestre de 2013, et un profit non imposable lié au règlement du litige visant MCP avait été présenté en réduction du prix d'acquisition.

Situation financière et sources de financement

| | T2 2014 | T2 2013 | Variation (%) | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 | Variation (%) |
|---|--------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------------------|----------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ | 5 774 | 1 560 | 270 % | 12 580 | 6 168 | 104 % |
| Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie | (16 665) | 1 272 | (1 410) % | (26 218) | 7 516 | (449) % |
| Activités d'exploitation | (10 891) | 2 832 | (485) % | (13 638) | 13 684 | (200) % |
| Activités d'investissement | (4 986) | (2 189) | 128 % | (5 318) | (4 775) | 11 % |
| Activités de financement | 20 594 | 2 939 | 601 % | 18 158 | (3 101) | 686 % |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation | 52 | (315) | 117 % | 26 | 145 | (82) % |
| (Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 4 769 | 3 267 | 46 % | (772) | 5 953 | (113) % |

Pour le deuxième trimestre de 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont été de 10,9 M\$, tandis que celles-ci avaient généré 2,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 2014 découle principalement de l'augmentation des stocks et de la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 5,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014 par rapport à 2,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par l'accroissement des acquisitions d'immobilisations corporelles et par l'acquisition d'AM&M.

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés à 20,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, contre 2,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. Cette hausse s'explique par l'émission de débentures convertibles au cours du deuxième trimestre de 2014, déduction faite du remboursement de la dette à long terme en vertu de la facilité de crédit, et de l'acquisition de la participation restante de 33,33 % dans Sylarus Technologies LLC, filiale de la Société.

Pour le premier semestre de 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont été de 13,6 M\$, tandis que celles-ci avaient généré 13,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 2014 découle principalement de la hausse des stocks et des créances correspondant à une augmentation des produits tirés des ventes et à une augmentation de la demande. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 5,3 M\$ pour le deuxième semestre de 2014 par rapport à 4,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et par l'acquisition d'AM&M, contrebalancées en partie par les produits tirés de la sortie de biens immobiliers inscrits au premier trimestre de 2014. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 18,2 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 3,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de l'émission, au deuxième trimestre de 2014, de débentures convertibles, déduction faite des frais, en partie contrebalancée par un remboursement de la dette à long terme.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Fonds de roulement

| | Au 30 juin 2014 | Au 31 décembre 2013 |
|--|-----------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Stocks | 183 932 | 174 374 |
| Autres actifs courants | 114 805 | 97 233 |
| Passif courant | (72 836) | (86 861) |
| Fonds de roulement ¹ | 225 901 | 184 746 |
| Ratio du fonds de roulement ¹ | 4,10 | 3,13 |

La hausse du fonds de roulement est principalement attribuable à l'augmentation de la demande et des prix des produits de base et à leur incidence sur les stocks et les créances ainsi qu'à un reclassement des dettes fournisseurs et charges à payer aux autres passifs aux termes de nouveaux contrats avec un fournisseur. Le niveau actuel du fonds de roulement concorde avec les efforts de la Société visant à réduire son niveau d'endettement et à améliorer sa flexibilité financière.

Dettes nettes

| | Au 30 juin 2014 | Au 31 décembre 2013 |
|--|-----------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Dettes bancaires et dettes à court terme | 8 937 | 10 462 |
| Dettes à long terme, y compris la partie courante | 36 184 | 72 785 |
| Débiteures convertibles | 49 309 | - |
| Total de la dette | 94 430 | 83 247 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés) | (24 032) | (24 917) |
| Dettes nettes¹ | 70 398 | 58 330 |

Le total de la dette a augmenté de 11,2 M\$ pour s'établir à 94,4 M\$ au 30 juin 2014, par rapport à 83,2 M\$ au 31 décembre 2013.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, a augmenté de 12,1 M\$, pour s'établir à 70,4 M\$ au 30 juin 2014, par rapport à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013. La Société a l'intention de continuer de gérer sa dette de manière responsable en réduisant ses coûts et en gérant efficacement son fonds de roulement, comme elle le fait depuis plusieurs mois. L'augmentation actuelle s'explique principalement par la hausse du volume des ventes et son incidence sur les créances.

Fonds provenant de l'exploitation

| | T2 2014 | T2 2013 | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 |
|---|-----------------|-----------------|--------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation¹ | 5 774 | 1 560 | 12 580 | 6 168 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net | (3 632) | (2 140) | (3 906) | (4 797) |
| Variations du fonds de roulement | (16 665) | 1 272 | (26 218) | 7 516 |
| Règlement du prix d'acquisition de MCP | - | 45 188 | - | 45 188 |
| Autres | 4 755 | (4 727) | 5 476 | (2 186) |
| | (15 542) | 39 593 | (24 648) | 45 721 |
| Variation totale de la dette nette¹ | (9 768) | 41 153 | (12 068) | 51 889 |
| Dettes nettes ¹ au début de la période | (60 630) | (125 811) | (58 330) | (136 547) |
| Dettes nettes¹ à la fin de la période | (70 398) | (84 658) | (70 398) | (84 658) |

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 5,8 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, contre 1,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. L'augmentation est principalement attribuable au résultat net favorable avant les variations défavorables du fonds de roulement.

| | T2 2014 | T2 2013 | Premier semestre de 2014 | Premier semestre de 2013 |
|--|---------|---------|--------------------------|--------------------------|
| Dettes nettes sur BAIIA ajusté ¹ annualisé | 1,6 | 3,2 | 1,7 | 2,5 |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés sur la dette nette (%) | 32,8 | 7,4 | 35,7 | 14,6 |

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à respectivement 1,6 et 1,7 pour le deuxième trimestre de 2014 et le premier semestre de 2014, contre 3,2 pour le deuxième trimestre de 2013 et 2,5 pour le premier semestre de 2013.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Les fonds provenant de l'exploitation annualisés sur la dette nette représentaient 32,8 % et 35,7 % de la dette nette, contre 7,4 % et 14,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Informations relatives aux actions

| | Au 7 août 2014 | Au 31 décembre 2013 |
|--|----------------|---------------------|
| Actions émises et en circulation | 83 979 657 | 83 908 269 |
| Options sur actions pouvant être émises | 1 702 100 | 1 637 951 |
| Bons de souscription pouvant être émis et venu à échéance le 6 juin 2014 | - | 6 451 807 |
| Débitures convertibles pouvant être émises | 9 777 777 | - |

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 8 et 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 30 juin 2014 :

| | Valeur comptable | 1 an | 2 à 3 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|--|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Dettes bancaires | 8 937 | 9 473 | - | - | - | 9 473 |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | 55 142 | 55 142 | - | - | - | 55 142 |
| Passifs financiers dérivés | 11 418 | 1 940 | - | 9 478 | - | 11 418 |
| Dettes à long terme | 36 184 | 2 043 | 35 539 | - | - | 37 582 |
| Débitures convertibles | 49 309 | 3 795 | 7 590 | 73 590 | - | 84 975 |
| Autres passifs | 11 048 | - | 13 913 | - | - | 13 913 |
| Total | 172 038 | 72 393 | 57 042 | 83 068 | - | 212 503 |

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 7 août 2014, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, à l'exception des poursuites judiciaires et des questions connexes qui sont décrites à la note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et les périodes de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Rapport de gestion

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du CIIF a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité du CIIF, selon les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Modifications du CIIF

Le CIIF n'a subi, au cours du premier semestre clos le 30 juin 2014, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

En mai 2013, le COSO a publié une mise à jour du référentiel *Internal Control – Integrated Framework: 2013*, prévoyant une période de transition devant prendre fin le 15 décembre 2014. La direction évalue actuellement l'incidence de la transition et communiquera toute modification importante qui pourrait être apportée au CIIF en conséquence.

Méthodes comptables et changements

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités concordent avec celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de ce qui suit.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés, qui comprennent l'option de conversion des débetures, sont comptabilisés à la juste valeur séparément du contrat hôte lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas clairement ni étroitement liés à ceux du contrat hôte. Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières aux comptes de résultat consolidés.

Changements de méthodes comptables

La Société a adopté les nouvelles normes et les normes révisées suivantes, ainsi que toute modification qui en découle, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Ces changements ont été effectués conformément aux dispositions transitoires qui s'appliquent.

L'International Financial Reporting Interpretations Committee Interpretation (« IFRIC ») 21, *Droits ou taxes*, fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de ressources d'une entité imposée par un gouvernement conformément aux lois et confirme qu'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe n'est comptabilisé que lorsque le fait générateur de l'obligation survient, comme le définit la loi. La Société a appliqué l'IFRIC 21 de manière rétrospective conformément aux dispositions transitoires de l'IFRIC 21. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a donné lieu à aucune modification importante des états financiers intermédiaires.

Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes, modifications de normes et interprétations entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Aucune de ces modifications ne devrait avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de ce qui suit.

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, dans sa version publiée par l'IASB, reflète l'état actuel du plan de travail de l'IASB sur le remplacement de l'IAS 39 et s'applique au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, au sens qui leur est donné dans l'IAS 39. L'IASB aborde aussi la comptabilité de couverture et la dépréciation des actifs financiers. En décembre 2013, l'IASB a supprimé la date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 jusqu'à ce que toutes les phases du projet soient terminées. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire n'a pas encore été déterminée, mais a été reportée après les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

La Société n'a pas encore quantifié l'incidence des phases publiées de l'IFRS 9 et n'a pas l'intention, pour le moment, d'adopter l'IFRS 9 de manière anticipée avant la date d'entrée en vigueur obligatoire.

Acquisitions d'entreprises

Acquisition d'une participation de 33,33 % dans une filiale

Le 3 avril 2014, la Société a acquis, pour un montant de 3,0 M\$, la participation de 33,33 % restante dans sa filiale, Sylarus Technologies LLC, fournisseur de substrats de germanium, et l'a renommée 5N Plus Semiconductors LLC. Sylarus est ainsi devenue une filiale en propriété exclusive de la Société. La contrepartie versée et les frais de transaction correspondants ont été comptabilisés en capitaux propres.

Acquisition de AM&M Advanced Machine and Materials Inc.

Le 5 mai 2014, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du capital de AM&M pour une contrepartie totale de 2,3 M\$ (2,5 M\$ CA), représentant surtout des immobilisations incorporelles. AM&M, dont le siège social est à Kanata, en Ontario, se spécialise dans la fabrication de poudres métalliques micrométriques pouvant être utilisées dans plusieurs marchés de l'électronique, notamment ceux des poudres pour la soudure, des poudres à base d'argent et des poudres à base de CIGS. La contrepartie totale comprend les montants à payer jusqu'en mai 2015 ainsi qu'une contrepartie éventuelle.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 8, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des risques de gestion connexes, se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de 5N Plus pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2013 de 5N Plus daté du 25 février 2014 et la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2014 et 2013. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales et conventions collectives. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et la dette bancaire, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Rapport de gestion

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales données financières trimestrielles

| | 2014 | | 2013 | | | | 2012 | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|---------|
| | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 136 597 | 142 379 | 119 416 | 108 570 | 112 637 | 118 389 | 128 620 | 120 744 |
| BAIIA ^{1,2} | 11 524 | 11 178 | 6 848 | 6 926 | 38 008 | 12 121 | (223 440) | 8 662 |
| BAIIA ajusté ² | 10 816 | 10 501 | 7 942 | 5 775 | 6 543 | 10 115 | 6 395 | 9 001 |
| Résultat net | 4 436 | 4 519 | 1 638 | 1 323 | 34 281 | 5 538 | (211 953) | 1 275 |
| Résultat de base par action | 0,05 \$ | 0,05 \$ | 0,02 \$ | 0,02 \$ | 0,41 \$ | 0,07 \$ | (2,70)\$ | 0,02 \$ |
| Résultat dilué par action | 0,05 \$ | 0,05 \$ | 0,02 \$ | 0,02 \$ | 0,41 \$ | 0,07 \$ | (2,70)\$ | 0,02 \$ |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc. | 4 436 | 4 655 | 2 022 | 1 083 | 34 185 | 5 371 | (212 006) | 1 218 |
| Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc. | 0,05 \$ | 0,06 \$ | 0,02 \$ | 0,01 \$ | 0,41 \$ | 0,06 \$ | (2,71)\$ | 0,02 \$ |
| Résultat net ajusté ² | 4 440 | 4 916 | 2 068 | 1 517 | 959 | 6 296 | (6 880) | 648 |
| Résultat net de base ajusté par action ² | 0,05 \$ | 0,06 \$ | 0,02 \$ | 0,02 \$ | 0,01 \$ | 0,08 \$ | (0,08)\$ | 0,01 \$ |
| Carnet de commandes ² | 150 363 | 187 330 | 170 073 | 133 352 | 153 277 | 166 290 | 165 790 | 162 323 |

| | 2014 | | 2013 | | | | 2012 | |
|---|--------|--------|-------|-------|---------|---------|-----------|-------|
| | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| BAIIA – selon la définition antérieure | 10 816 | 10 501 | 7 942 | 5 775 | (3 639) | 10 115 | (18 122) | 9 001 |
| Coûts du litige et coûts de restructuration | (6) | (619) | (569) | (255) | (2 233) | (1 011) | (932) | (464) |
| Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP | - | - | - | - | 45 188 | - | - | - |
| Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles | - | 1 312 | - | - | - | - | - | - |
| Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill | - | - | - | - | - | - | (165 507) | - |
| Dépréciation des immobilisations corporelles | - | - | - | - | - | - | (39 239) | - |
| Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles | - | - | - | - | - | - | - | 932 |
| Pertes (profits) de change et au titre de dérivés | 714 | (16) | (525) | 1 406 | (1 308) | 3 017 | 360 | (807) |
| BAIIA – selon la définition actuelle | 11 524 | 11 178 | 6 848 | 6 926 | 38 008 | 12 121 | (223 440) | 8 662 |

¹ Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA². Se reporter au tableau qui suit.

² Se reporter à la rubrique « Principales données financières trimestrielles ».

Événement postérieur à la date de clôture

Le 7 août 2014, la Société a annoncé la conclusion d'une nouvelle facilité de crédit consortiale multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125,0 M\$, en remplacement de sa facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 100,0 M\$. La nouvelle facilité de crédit servira à refinancer la dette actuelle et à répondre aux autres besoins généraux de l'entreprise, dont les dépenses d'investissement et les occasions de croissance. La nouvelle facilité de crédit est renouvelable et a une durée de quatre ans. Elle porte intérêt soit au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette consolidée de premier rang / BAIIA de la Société. Elle prévoit également la possibilité d'obtenir des avances par l'entremise d'acceptations bancaires ainsi que l'émission de lettres de crédit. En tout temps, la Société peut demander que la nouvelle facilité de crédit soit augmentée à 150,0 M\$ par l'exercice d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 25,0 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.